

Compte rendu de l'entrevue M.O. Bouillé - UCIJ du 28 septembre 2012

Participants : Marie-Odile BOUILLÉ, Christophe COTTA
Marie-Elisabeth ALLAIRE, Bernadette LUCAS, Augustin GROSDOY,
Michel LE DÉAN, Michel RICHARD

L'entrevue, cordiale, a duré de 11 heures à 11 heures 55

Objet de l'entrevue (*Augustin Grosdoy*)

Nous vous remercions de nous recevoir et nous souhaitons que comme vous l'avez fait sur la question du droit de vote des étrangers, vous interveniez pour un véritable changement de la politique d'immigration c'est à dire, une rupture avec la politique du précédent gouvernement et des mesures législatives et administratives mettant en avant l'accueil des migrants, le respect de leurs droits fondamentaux et non comme à présent leur rejet, ou leur utilisation comme « variable d'ajustement ».

Déroulement (*tous les participants*)

Depuis 2006, l'UCIJ s'est battu contre la politique du précédent gouvernement. Cette politique était contraire au principe du respect de la Déclaration Universelle des Droits Humains, voire à la constitution et au Droit Européen.

Cet objectif et notre détermination n'ont pas changé.

La politique du gouvernement mise en œuvre par Manuel Valls nous fait grincer des dents et provoque notre colère, expression de nos doutes sur la volonté de respecter les engagements pris lors de la campagne présidentielle

Ce n'est pas ce que nous attendions !

Certes, des mesures positives ont été prises ou sont annoncées.

Elles annulent des mesures scandaleuses :

Circulaire sur les étudiants étrangers,

Élargissement de la liste des métiers (qui devrait être totalement supprimée) et suppression de la taxe de 900€,

Fin annoncée du délit de solidarité

Prise en compte du travail, du temps de séjour, des relations familiales pour la délivrance des titres de séjour,

Un nouveau titre de séjour de 3 ans.

....Mais, des faits scandaleux et des projets non acceptables.

Le démantèlement des camps de Roms sans recherche de solution préalable ni de relogement, voire en dépit des décisions de justice.

La poursuite des expulsions et maintien de fait des quotas (encore 30.000 et autant à Mayotte)

La mise en rétention des familles et des enfants

Les gardes à vue de 24 heures renouvelables transformées en pré-rétention de 16 heures

le refus de tenir la promesse sur le « contrôle au faciès »

ces mesures ainsi que les prises de position de M. Valls (sur le droit de vote des étrangers par exemple) sont des signaux très inquiétants donnés à l'opinion publique. Cette attitude n'aidera pas à gagner la bataille en faveur du droit de vote pour les étrangers par exemple, ni à faire reculer les préjugés racistes et xénophobes... Bien au contraire.

Ce que nous attendons

Nous voulons que soit repensée la politique d'immigration et que soit mise en place une véritable politique d'accueil des étrangers et non de rejet des migrants.

Nous attendons de vous un engagement dans ce sens, comme vous l'avez fait en ce qui concerne le droit de vote des étrangers et comme vous l'avez fait en soutenant deux familles Azéries de St Saint-Nazaire. Il serait inconcevable par exemple, qu'en l'absence de mesures nouvelles, ces deux familles soient expulsées ou que leur situation précaire se perpétue en l'absence de régularisation.

(nous avons remis à Mme Bouillé les récents articles sur le regain de tension entre Arménie et Azerbaïdjan)

Pour cela des mesures immédiates sont à prendre

(nous avons remis à Mme Bouillé le tract commun Mrap,UCIJ, CSPSP « la politique d'immigration doit changer...maintenant)

Un moratoire immédiat sur les reconduites aux frontières

La fermeture de tous les Centres de Rétention (objet des cercles de silence)

La fin des tracasseries administratives (exemple l'acharnement de la préfecture 44 envers nos deux familles azéries)

La fin du démantèlement des camps de Roms sans avoir trouvé **auparavant** une solution alternative humaine et décente

l'égalité de traitement entre Français et Étrangers

D'autres mesures à prendre par les législateurs

La régularisation de tous les sans papiers et l'organisation de la libre circulation des migrants

La refonte du CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile)

Accorder le droit de vote aux étrangers extra-communautaires

La fin des mesures d'exception visant les Bulgares et les Roumains (citoyens européens)

Le regard sur l'immigration doit changer

La politique d'asile devrait être plus ouverte et l'accès à l'asile simplifié

Pour mettre fin à l'arbitraire, les procédures devraient être uniformisées dans toutes les préfectures, y compris dans les DOM TOM

Le refus de visa devrait être motivé et les obstacles mis au rapprochement familiale (financiers, minimum de ressources) par exemple devraient être levés

Une campagne doit être menée pour combattre les idées reçues sur l'immigration, elle doit être soutenue par les personnes et les partis politiques qui refusent la stigmatisation des roms, des immigrés.

Enfin, Le Ministère de l'Intérieur ne devrait plus avoir la tutelle de l'asile, de l'immigration et de la naturalisation. Il s'agirait à nos yeux d'une DECISION POLITIQUE de grande importance, annonçant une volonté de rupture réelle avec la politique suivie lors du quinquennat de M. Sarkozy

Mme Bouillé nous a remerciés de notre venue, elle a parue sensible à nos arguments et même approuver certaines de nos déclarations concernant les ROMS notamment -question qui lui tient à cœur nous à t-elle dit . Elle nous a dit vouloir intervenir – personnellement- auprès de M.VALLS. Mais n'a rien dit sur d'éventuelles prise de positions publiques de sa part ...